

## Pour leur alimentation, les consommateurs veulent plus de transparence

© 14/05/2019 | 👤 CLG • 📰 Terre-net Média

**Selon une enquête menée par l'UFC-Que Choisir en vue des élections européennes, les consommateurs réclament un étiquetage plus explicite des produits et une indépendance renforcée de l'indépendance des autorités de contrôle.**

**S**elon une enquête conduite par l'UFC-Que Choisir basée sur 15 352 réponses, seulement 13 % des **consommateurs** estiment que leurs droits de consommateurs sont assez défendus à l'échelon européen. Cependant, 93 % indiquent être insuffisamment informés des lois votées par le **Parlement européen**. Ainsi, ils appellent clairement les prochains élus à « un sursaut pour une société de consommation plus saine et responsable, en leur fixant trois priorités très clairement définies. »

Parmi les neuf thématiques proposées par l'association, ont été mis en avant la lutte contre les substances chimiques indésirables (87 %), la sécurité alimentaire (75 %) et le développement durable et le climat (70 %). Les répondants ont aussi plébiscité des propositions concrètes.

### Étiquetage plus explicite, application du principe de précaution

97 % des répondants sont favorables à un renforcement de l'indépendance des autorités de contrôle et des études scientifiques dans la lutte contre les substances chimiques indésirables. Ils soutiennent également un étiquetage des produits plus explicite (96 %), et un encadrement strict des perturbateurs endocriniens en application du principe de précaution (94 %).

En termes d'alimentation, 88 % des répondants connaissant le **Nutri-Score** sont favorables à le rendre obligatoire à l'échelon européen, dans une optique de simplification des **étiquetages nutritionnels**, et d'incitation des professionnels à améliorer la composition de leurs produits.

A lire >> [\[Point de vue\] Élections européennes - Face au « grand flou » des programmes agricoles, la nécessité d'être plus précis](#)

Alors que l'UE « multiplie les textes d'harmonisation maximale empêchant les États membres d'adopter des législations plus contraignantes », 81 % des répondants estiment que les États membres devraient pouvoir imposer des règles plus favorables aux consommateurs que le standard européen.

« Forte des résultats de cette enquête, l'UFC-Que Choisir va interpeller les têtes de listes et candidats pour les faire rentrer au cœur de leur programme. L'association propose par ailleurs à l'ensemble des consommateurs de tester leur connaissance sur l'action européenne en matière de consommation. »

A lire >> [\[Décryptage\] Les enjeux du scrutin européen pour l'agriculture française](#)